

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 04/06/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2024

### **Contexte et constats**

publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEVEPI Breval**

78 avenue Noël Duchesne  
78980 Bréval

Références :

Code AIOT : 0006503174

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement SEVEPI Breval implanté 78 avenue Noël Duchesne 78980 Bréval.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVEPI Breval
- 78 avenue Noël Duchesne 78980 Bréval
- Code AIOT : 0006503174    Installation :   Avec Titre ☒   Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

#### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Silos de stockage de céréales à autorisation. Le site est également autorisé à stocker des engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium (régime de la déclaration) et des produits toxiques (régime de la déclaration).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Silo Gillouaye mis en service en 2022

### **2) Constats :**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Dispositif de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 29	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
5	Moyens de protection contre les explosions	Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
8	Stockage engrais solides	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.12	Mise en demeure, respect de prescription	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle des émissions	Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 7	
4	Moyens de protection contre les explosions	Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 3	
6	Moyens de protection contre les explosions	Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 3	
7	Arrêt d'urgence	Arrêté Préfectoral du 30/12/1996, article 7.6	
9	Asservissement système d'aspiration	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	


**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

L'inspection a contrôlé principalement le silo Gillouaye mis en service en 2022 et a constaté l'absence d'un dispositif de découplage entre le silo Gillouaye et le silo Roulin.

L'inspection a également constaté que les bâches placées sur les parois de séparation de la case d'ammonitrate sont percées. Ce constat avait déjà été fait en 2021 et avait conduit à une proposition de mise en demeure. L'exploitant doit améliorer son organisation interne et/ou procédure afin de s'assurer du bon état des bâches placées sur les murs de séparation en bois des cases d'engrais et de leur remplacement en cas de dégradation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 7	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Contrôle émissions	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2.1 Contrôle des émissions L'exploitant fait procéder à une mesure des émissions de poussières à la première campagne de moisson suivant la mise en service des nouvelles installations de stockage (Silo GILLOUAYE), à chaque nouvelle phase de construction, puis tous les trois ans sur chacune des émissions canalisées du site. Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années. En cas de dépassement des valeurs limites réglementaires (30 mg/m3) fixées dans l'arrêté préfectoral n°96-418/DUEL30 décembre 1996, l'exploitant doit procéder à une mesure des émissions de poussières, sur chacune des émissions canalisées en dépassement, au moins trimestriellement, et ceci tant que les valeurs limites de concentration autorisée ne sont pas atteintes sur deux mesures consécutives.	
<b>Constats :</b>  Le 14 mai 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport des mesures des émissions de poussières réalisées à la première campagne de moisson suivant la mise en service des nouvelles installations.  Après l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le 21 mai 2024 le rapport de contrôle de rejet atmosphérique réalisé du 19 au 20 septembre 2022.  L'inspection a constaté que les valeurs d'émission ne dépassent pas les valeurs limites réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral n°96-418/DUEL30 décembre 1996.  <u>Conclusion :</u>  Observation : L'inspection a constaté que le bureau de contrôle n'a pas indiqué la bonne valeur limite d'émission dans son tableau (150 mg/m3 au lieu de 30 mg/m3). L'inspection invite l'exploitant à transmettre au bureau de contrôle les valeurs limites d'émissions s'appliquant à son site pour les prochaines mesures.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Dispositif de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels      dispositifs de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 20.8

Dispositif de lutte contre l'incendie

a) Défense extérieure

La défense extérieure contre l'incendie est assurée au moyen de deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés, piqués directement sans passage par by-pass, sur une canalisation offrant un débit de 2000 litres par minute, implantés :

- à 100 mètres au plus entre l'entrée principale de chaque zone recoupée (ateliers, bureaux, installations ....) et l'hydrant le plus proche, par les chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir ;

- 150 mètres au plus entre chaque hydrant par les voies praticables ;

- 5 mètres au plus du bord de la chaussée.

b) Défense intérieure

L'établissement doit disposer de moyens efficaces de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre. Leurs emplacements devront être facilement accessibles et clairement indiqués. La tour de manutention du Silo GILLOUAYE est équipée d'une colonne sèche :

- conforme à la norme française en vigueur ;

- positionnée à une distance maximale de 60 m d'un poteau d'incendie normalisé ;

- le demi-raccord d'alimentation se trouve à une hauteur au-dessus du sol comprise entre 0,80 m et 1,50 m.

Le personnel du site, est instruit à la manœuvre des moyens de secours et ces derniers devront être maintenus en bon état de fonctionnement. L'exploitant doit faire réceptionner les moyens de défense extérieure contre l'incendie du site, dès leur mise en eau par les services de secours. Ces matériels pour la défense incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. En cas de non-conformité mentionnée dans le rapport de contrôle, les travaux de remise en conformité sont réalisés dans les délais les plus brefs. »

**Constats :**

Le 14 mai 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de vérification du poteau incendie public n°25 du 3 juin 2022 par Veolia. Cette vérification a consisté en un contrôle mécanique seulement et il n'y a pas eu de contrôle hydraulique (débit). L'exploitant a présenté le rapport de vérification du poteau incendie n°25 de 2021 par Veolia. Un contrôle hydraulique a été effectué en 2021 et le poteau était conforme.

Après l'inspection, l'exploitant a transmis le 21 mai 2024, le rapport de vérification du poteau incendie n°25 du 5 avril 2023 par Veolia. Cette vérification a consisté en un contrôle mécanique et hydraulique. L'inspection a constaté que le poteau incendie n°25 est conforme et présente un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.

L'exploitant a également présenté le rapport de vérification du poteau incendie privé n°6 réalisé le 16 février 2023. L'inspection a constaté que le poteau incendie présente un débit supérieur à 60 m3/h. L'exploitant a indiqué que ce poteau privé a été mis en service en 1992.

L'inspection constate que l'exploitant ne vérifie pas que les deux poteaux incendie sont en capacité de délivrer un débit de 2000 litres/minute simultanément.

L'inspection constate que les dernières vérifications ont eu lieu il y a plus d'un an alors que la périodicité des contrôles est annuelle.

L'exploitant a mis en place une bache incendie de 120 m3 à la demande du SDIS. L'inspection a consulté le procès-verbal de réception de cette bache incendie par le SDIS le 17 juin 2022. Le poteau d'aspiration associé à cette bache est le poteau n°46. L'exploitant a indiqué que la signalisation du poteau d'aspiration et de l'aire de stationnement va être réalisée prochainement ainsi que la protection du poteau d'aspiration.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des deux colonnes sèches réalisé le 16 février 2023. Aucune non-conformité n'a été soulevée. L'inspection constate que la dernière vérification a eu lieu il y a plus d'un an alors que la périodicité des contrôles est annuelle.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs du site réalisé en octobre 2023 par la société Chubb. Le rapport indique que 8 extincteurs ont été remplacés.

#### Conclusion :

Proposition : demande de justificatif (délai : 3 mois) L'exploitant doit s'assurer que les deux poteaux d'incendie offrent un débit de 2000 litres par minute simultanément et fournir le justificatif à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées le justificatif de vérification annuelle des poteaux incendie et de la colonne sèche.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/01/2020, article 29

**Thème(s) :** Risques accidentels      Foudre

**Prescription contrôlée :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Pour l'extension du sio GILLOUAYE, l'exploitant doit réaliser l'analyse du risque foudre, l'étude technique, l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention avant le démarrage des installations. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

**Constats :**

Le 14 mai 2023, l'exploitant a présenté le rapport de visite visuelle réalisée par l'APAVE le 26 septembre 2023. L'inspection a constaté que ce rapport signale un parafoudre défectueux au silo Eurograins. L'exploitant indique que ce parafoudre a été remplacé par la société Pelatis le 29 avril 2024 et fourni le rapport de contrôle des sécurité effectués par Pelatis le même jour.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification complète réalisée par l'APAVE le 28 octobre 2022. L'inspection constate que ce rapport signale 4 non conformités dont une dans le TGBT du silo Gillouaye (non traitée selon l'exploitant) et une dans l'armoire électrique du séchoir (traitée selon l'exploitant).

L'exploitant a présenté l'analyse du risque foudre mise à jour intégrant le silo Gillouaye réalisée par l'APAVE le 4 mars 2022.

L'exploitant a présenté l'étude technique intégrant le silo Gillouaye réalisée par l'APAVE le 25 mars 2022. L'inspection constate que cette étude technique soulève un certain nombre d'actions à réaliser dont le remplacement du parafoudre du TGBT du nouveau silo, l'ajout de plusieurs parafoudres sur l'ensemble du site, la mise en place de parafoudres pour protéger les équipements importants pour la sécurité (silothermométrie, report de bande etc.), la mise en place d'un compteur d'impulsion.

L'exploitant a indiqué que ces actions ont été réalisées et a présenté le rapport de contrôle des sécurités de la société Pelatis du 29 avril 2024 qui ne soulève pas de non-conformité. Cependant, ce rapport de contrôle traite de l'état des cartouches des différents parafoudres du sites mais il n'est pas possible d'affirmer avec certitude que l'ensemble des actions identifiées par l'APAVE ont été traitées.

Le contrôle de la société Pelatis n'utilise pas les mêmes noms que l'APAVE, il est donc difficile de comparer les deux rapports.

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir les justificatifs de travaux ou d'installation d'équipements permettant de justifier que les actions demandées par l'étude technique ont été effectuées.

Conclusion :

Demande de justificatifs (délai : 2 mois): l'exploitant doit transmettre à l'inspection les justificatifs permettant de justifier que les actions demandées par l'étude technique ont été effectuées. L'exploitant transmettra également l'étude technique réalisée par l'APAVE le 25 mars 2022.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 Mois



#### N° 4 : Moyens de protection contre les explosions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels      Événements et surfaces soufflables

**Prescription contrôlée :**

1) L'article 10 « Moyens de protection contre les explosions » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 février 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 10 Moyens de protection contre les explosions

a) Événements et surfaces soufflables

<i>Localisation</i>	<i>Dimension des surfaces soufflables **</i>	<i>Résistances *</i>	<i>Nature des surfaces</i>
<i>Cellules DEMAY</i>	<i>19,63 m<sup>2</sup></i>	<i>300 mbar</i>	<i>Dalle de béton de 12 cm d'épaisseur</i>
<i>Galerie supérieure silo DEMAY</i>	<i>487 m<sup>2</sup></i>	<i>5 mbar</i>	<i>Tuiles</i>
<i>Galerie de reprise silo DEMAY</i>	<i>22,5 m<sup>2</sup></i>	<i>5 à 25 mbar</i>	<i>vitres</i>
<i>Boisseau silo DEMAY</i>	<i>16 m<sup>2</sup></i>	<i>100 mbar</i>	<i>Tôles larmées</i>
<i>Tour de travail silo EUROGRAIN</i>	<i>400 m<sup>2</sup></i>	<i>30 à 50 mbar</i>	<i>Tôles bac acier</i>
<i>Boisseau 5-6 silo EUROGRAIN</i>	<i>20 m<sup>2</sup></i>	<i>100 mbar</i>	<i>Tôles larmées</i>
<i>Séchoir</i>	<i>220 m<sup>2</sup></i>	<i>100 mbar</i>	<i>Tôles acier</i>
<i>Silo GILLOUAYE</i>			

Localisation	Dimension des surfaces soufflables **	Résistances *	Nature des surfaces
Tour manutention Rdc	52 m <sup>2</sup>	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 1 <sup>er</sup> étage	57 m <sup>2</sup>	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 2 <sup>ème</sup> étage	55 m <sup>2</sup>	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 3 <sup>ème</sup> étage	156 m <sup>2</sup>	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 4 <sup>ème</sup> étage	47 m <sup>2</sup>	50 mbar	Translucide polycarbonate
Tour manutention 5 <sup>ème</sup> étage	49 m <sup>2</sup>	50 mbar	Translucide polycarbonate
Cellule 2745 tonnes	138 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 1640 tonnes	83 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 860 tonnes	63 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 415 tonnes	27 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 830 tonnes	38 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Cellule 345 tonnes	15,8 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Demi-boisseaux	3,60 m <sup>2</sup>	100 mbar	Évent
Boisseaux expédition 110 tonnes	3,10 m <sup>2</sup>	100 mbar	Évent
Boisseaux tampon	1,70 m <sup>2</sup>	100 mbar	Évent
Boisseaux mélange	1 m <sup>2</sup>	100 mbar	Évent
Boisseaux issues céréales	3,3 m <sup>2</sup>	100 mbar	Évent
Galerie supérieure silo GILLOUAYE	315 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Galerie supérieure silo GILLOUAYE	157 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Galerie sous cellules conventionnelles GILLOUAYE	120 m <sup>2</sup>	100 mbar	Tôle bac-acier
Galerie sous cellules bio GILLOUAYE	410 m <sup>2</sup>	100 mbar	Tôle bac-acier
Hall réception	512 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier
Hall expédition	274 m <sup>2</sup>	90 mbar	Tôle bac-acier

\* Pression statique d'ouverture

\*\* Surfaces existantes

Les filtres sont équipés d'un évent.

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site, au dossier d'autorisation de 2019 et à sa modification de 2022 et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

Les surfaces vitrées sont remplacées par du polycarbonate ou un filmage des surfaces est en mis en place.

**Constats :**

Le 14 mai 2024, l'inspection a mesuré sur site la surface d'évents présente au rez-de-chaussée de la tour de manutention : environ 65 m<sup>2</sup>. L'inspection a constaté que la dimension des surfaces soufflables du rez-de-chaussée de la tour de manutention est respectée.

L'inspection a également constaté la présence des surfaces soufflables de la galerie sous cellules conventionnelles, de la galerie sous cellules bio et des différents étages de la tour de manutention (en polycarbonate translucide).

L'inspection a constaté la présence d'un événement sur un des filtres à manche.

Conclusion : sans observation.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Moyens de protection contre les explosions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels      Découplage

### Prescription contrôlée :

1) L'article 10 « Moyens de protection contre les explosions » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 février 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 10 Moyens de protection contre les explosions

#### b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers et au dossier d'autorisation de 2019, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assurer de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Silo	Volume A	Volume B	Nature du découplage	Résistance
ROULIN I	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton + porte métallique	> 100 mbar
ROULIN II (1 <sup>ère</sup> partie)	Tout de manutention	Galerie supérieure	Porte métallique	> 100 mbar
ROULIN II (1 <sup>ère</sup> partie)	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton et porte métallique	> 100 mbar
Roulin II (2 <sup>ème</sup> partie)	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton et porte métallique	> 100 mbar
EUROGRAIN	Tour de manutention	Galerie inférieure	Porte métallique	> 100 mbar
DEMAY	Tour de manutention	Galerie inférieure	Paroi béton et porte métallique	> 100 mbar
Silo GILLOUAYE	Tour manutention 3 <sup>ème</sup> étage	Galerie supérieure	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention – Fosse élévateur	Galerie inférieure	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention – Fosse élévateur	Galerie liaison silo Roulin	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention 2 <sup>ème</sup> étage	Hall réception	Portes	150 mbar minimum
Silo GILLOUAYE	Tour manutention 2 <sup>ème</sup> étage	Hall expédition	Portes	150 mbar minimum

Cas du découplage des galeries sous-cellules enterrées :

Pour assurer le découplage des galeries enterrées non éventables avec les autres volumes des silos, l'exploitant s'assure que les dispositions suivantes sont bien mises en place :

- un découplage entre la tour et la galerie enterrée est en place de façon à stopper une explosion.

- l'ensemble des ouvertures communiquant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.
- Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.»

#### Constats :

Le 14 mai 2024, l'inspection a constaté la présence de la porte de découplage au 3ème étage de la tour de manutention, les portes de découplage au 2ème étage de ma tour de manutention, la porte de découplage entre la tour de manutention et la galerie inférieure.

L'inspection a constaté que les portes servant au découplage étaient fermées et que l'obligation de les maintenir fermées étaient affichées.

Cependant, l'inspection a constaté que la porte de découplage prévue entre la tour de manutention et la galerie enterrée liaison silo Roulin n'est pas installée.

#### Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 3 mois) : l'exploitant doit mettre en place le dispositif de découplage prévu entre la tour de manutention du silo Gillouaye et la galerie enterrée servant de liaison avec le silo Roulin.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 Mois



**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/04/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels      Prévention auto échauffement

**Prescription contrôlée :**

2) L'article 14 « Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 février 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 14 Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers et au dossier d'autorisation de 2019, le matériel employé est défini comme suit :

Noms	Type
Silo ROULIN I	Sondes thermométriques fixes
Silo ROULIN II	Sondes thermométriques fixes
Silo DEMAY	Sondes thermométriques fixes
Silo EUROGRAIN	Sondes thermométriques fixes
Silo GILLOUAYE	Sondes thermométriques fixes

Pour les silos, le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.»

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que les températures étaient relevées toutes les heures et consignées dans le logiciel associé. L'inspection a pu consulter ce registre des températures.

Les sondes thermométriques fixes sont reliées au logiciel consultable sur l'ordinateur du poste de commande, par la directrice terrain et sur le téléphone des opérateurs. Un déclenchement d'alarme a lieu par le logiciel au-delà d'un seuil de température déterminé mais aussi au-delà d'une variation déterminée de température sur 7 jours.

L'exploitant a indiqué que la fréquence des rondes définie par l'exploitant dans ses procédures est hebdomadaire. En réalité, le personnel se rend sur le silo de manière quotidienne.

L'exploitant a indiqué qu'à chaque réception un relevé de l'humidité et du poids est effectué directement dans la benne. Selon l'humidité mesurée, l'exploitant décide si un séchage doit avoir lieu ou non. Les seuils d'humidité déterminant la nécessité d'un séchage sont déterminés dans le règlement de la coopérative et dépend du type de céréale.

Conclusion : sans observation.


**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Arrêt d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/12/1996, article 7.6	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Arrêt d'urgence	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les silos sont équipés d'appareils de communication et/ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.  [...]	
<b>Constats :</b>  Le 14 mai 2024, l'inspection a fait procéder à un test du bouton d'arrêt d'urgence situé dans le bureau de commande. L'inspection a constaté que l'arrêt d'urgence n'a pas fonctionné. L'exploitant a dû aller dans le silo Gillouaye pour activer un autre arrêt d'urgence.  Le 21 mai 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une attestation de réalisation de travaux pour les travaux de raccordement de l'arrêt d'urgence dans le local agréage et attestant de son bon fonctionnement par la société Pelatis, datée du 21 mai 2024.  L'inspection prend note des travaux réalisés et pourra procéder au test de l'arrêt d'urgence réparé lors d'une prochaine visite d'inspection.  <u>Conclusion :</u> sans observation.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	



## N° 8 : Stockage engrais solides

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.12

**Thème(s) :** Autre      Stockage engrais

**Prescription contrôlée :**

Engrais 4702-I, 4702-II ou 4702-III, la hauteur maximale de stockage n'excède pas :

- 8 mètres dans un bâtiment,
- 6 mètres pour un stockage extérieur.

Îlotage des stockages d'engrais conditionnés :

- chaque îlot n'excède pas 1 250 t
- chaque îlot ne doit contenir que des engrais de même catégorie

Vérification des distances éloignement entre les engrais (tableau) :

- si différentes catégories d'engrais : stockages isolés les uns des autres selon la catégorie la plus pénalisante
- 1 m minimum entre le haut du tas d'engrais et la bande transporteuse
- 30 cm minimum entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases (cette distance ne concerne que les engrais en contact avec la paroi de séparation). Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi

**Constats :**

Le 14 mai 2024, l'inspection a pu constater que la hauteur des stockages ne dépasse pas 8 mètres et que l'exploitant utilise des bâches sur les murs de séparation des cases (murs de séparation en bois). L'inspection a constaté que les bâches de la case d'ammonitrate sont déchirées.

Lors de l'inspection effectuée le 18 mars 2021, le même constat avait été fait et avait conduit à une proposition de mise en demeure.

L'inspection constate que l'exploitant ne s'assure toujours pas du bon état des bâches qui protègent les murs de séparation des cases et ne procède pas à leur remplacement lorsqu'elles sont dégradées.

**Conclusion :**

Proposition : mise en demeure (délai : 1 mois)

L'exploitant doit s'assurer du bon état des bâches qui protègent les murs de séparation des cases et procéder au remplacement de la bâche dès qu'une déchirure est observée.

L'exploitant doit s'assurer que son organisation interne ou ses procédures lui permettent de respecter le point précédent.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 Mois

## N° 9 : Asservissement système d'aspiration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Autre      Asservissement aspiration

**Prescription contrôlée :**

Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

[...]

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

**Constats :**

Le 14 mai 2024, l'inspection a constaté sur un filtre à manche du silo Gillouaye la présence d'événement débouchant sur l'extérieur.

L'inspection a fait procéder à un test de l'asservissement du système d'aspiration. L'inspection a constaté qu'en cas d'arrêt du système d'aspiration, les élévateurs et les transporteurs à chaîne transportant des céréales s'arrêtent et l'élévateur et le transporteur à chaîne transportant les déchets de poussières continuent de fonctionner.

L'inspection a constaté, avec la simulation d'un défaut indiquant que le filtre à manche est plein, que le circuit provenant de la source de céréales s'arrête et le reste du circuit continue de fonctionner.

Conclusion : sans observation.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**